

PAYS-BAS

La reprise a été inégale en raison des fluctuations de l'investissement productif, mais la consommation privée a amorcé une reprise. La croissance devrait connaître une légère hausse avec l'amélioration graduelle de la demande intérieure, mais les difficultés d'accès des PME au crédit et la faible liquidité des bilans des ménages représentent de sérieux obstacles. Conséquence d'une reprise plutôt tiède, l'inflation devrait rester modérée. À plus de 10 % du PIB, l'excédent de la balance courante témoigne de solides exportations et en partie, d'une demande intérieure timide.

L'ampleur des efforts d'assainissement des finances publiques a entraîné un ajustement structurel majeur, ces dernières années. Compte tenu d'un déficit budgétaire repassé sous la barre des 3 % de PIB, les efforts d'assainissement ultérieurs devraient être mineurs, ce qui devrait relâcher la pression sur la croissance. Les réformes structurelles récentes engagées pour réduire la segmentation du marché du travail, multiplier les incitations à travailler et limiter les possibilités de déduction des intérêts d'emprunts immobiliers, pourraient améliorer l'affectation des ressources et pousser la croissance à moyen terme. Ces mesures devraient être complétées par de nouvelles, destinées à gonfler les réserves financières des banques et à réformer le marché du logement locatif.

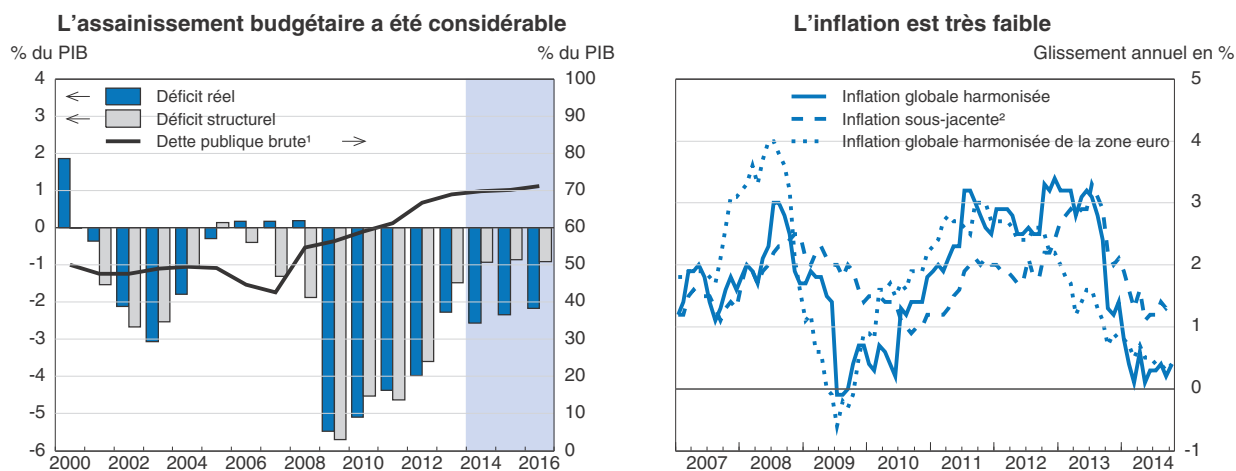
La croissance a poursuivi sa lente reprise

Le PIB a continué de progresser lentement à la faveur d'un revirement de la consommation privée. L'investissement productif a été fluctuant, notamment du fait de changements récents dans la fiscalité. La bonne tenue des indicateurs de confiance des ménages et des entreprises donne à penser que la reprise devrait poursuivre sur sa lancée, même si les PME ont de grandes difficultés pour accéder aux financements bancaires.

Les finances publiques ont été largement assainies

Les finances publiques se sont considérablement redressées. Le déficit budgétaire a reculé à moins de 3 % du PIB et la dette publique brute s'est stabilisée autour de 70 % du PIB. Des efforts d'assainissement

Pays-Bas



1. La dette publique brute au titre du critère de Maastricht.

2. L'inflation sous-jacente exclut les pommes de terre, les légumes, les fruits, l'énergie, les carburants automobiles et les dépenses des citoyens néerlandais à l'étranger.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96 ; Statistics Netherlands (CBS) ; et Eurostat.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933172517>

Pays-Bas : **Demande, production et prix**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Prix courants milliards d'€	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	642.7	-1.6	-0.7	0.8	1.4	1.6
Consommation privée	289.0	-1.5	-1.6	-0.1	0.4	0.4
Consommation publique	167.1	-1.5	-0.2	0.1	0.3	0.6
Formation brute de capital fixe	130.3	-6.0	-3.9	1.7	3.5	4.3
Demande intérieure finale	586.4	-2.5	-1.7	0.3	1.0	1.3
Variation des stocks ¹	1.6	0.1	-0.2	-0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	588.0	-2.4	-1.9	0.3	1.1	1.3
Exportations de biens et services	497.3	3.2	2.2	4.1	4.0	3.8
Importations de biens et services	442.6	2.8	1.0	4.1	3.9	3.7
Exportations nettes ¹	54.7	0.6	1.1	0.4	0.5	0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.3	1.1	1.0	0.9	1.0
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	2.8	2.6	0.4	0.8	0.9
Déflateur de la consommation privée	—	1.4	1.9	1.6	0.8	0.8
Taux de chômage	—	5.1	6.5	6.8	6.6	6.2
Taux d'épargne nette des ménages ²	—	6.5	7.8	8.1	8.0	8.0
Solde des administrations publiques ³	—	-4.0	-2.3	-2.6	-2.3	-2.2
Dette brute des administrations publiques ⁴	—	77.9	77.0	77.8	78.2	79.3
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³	—	66.7	68.9	69.8	70.1	71.2
Balance des opérations courantes ³	—	9.7	10.2	10.7	10.9	11.3


1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du revenu disponible, incluant l'épargne à l'assurance vie et aux régimes de retraite.

3. En pourcentage du PIB.

4. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933173285>

seulement mineurs sont prévisibles en 2014 et 2015, et un assouplissement budgétaire modeste est prévu pour 2016, ce qui devrait être positif pour les perspectives de croissance.

Le marché du logement est sorti d'affaire

Après s'être effondré à la suite de la crise, le marché immobilier a amorcé une reprise. Le volume de transactions augmente et les prix sont en hausse. Toutefois, ils demeurent inférieurs de près de 20 % à leur niveau d'avant la crise et le montant de la dette hypothécaire d'un grand nombre d'emprunteurs jeunes demeure supérieur à la valeur de leurs biens immobiliers. Il s'ensuit des risques pour le secteur bancaire, mais les mesures récentes visant à limiter la déductibilité des intérêts d'emprunts, à accroître le remboursement des prêts et à abaisser les quotités de prêt, devraient permettre de réduire les facteurs de vulnérabilité financière. Ces mesures devraient être complétées par de nouvelles dispositions pour recapitaliser les banques et développer le marché locatif privé de façon à créer une alternative à l'accès à la propriété immobilière et au logement social.

Les dernières réformes du marché du travail sont à saluer

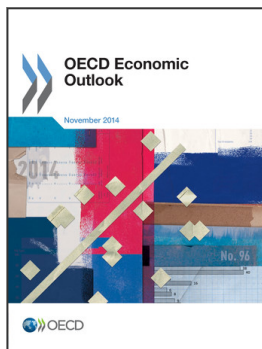
Le taux de chômage s'est stabilisé et les autorités ont mis en place certaines mesures fiscales pour stimuler l'emploi. De même, les dernières réformes du marché du travail vont permettre de renforcer les incitations à travailler, avec des réformes de l'assurance chômage, mais aussi un assouplissement de la protection de l'emploi pour les contrats de travail réguliers et un renforcement de cette protection pour les contrats temporaires.

La croissance devrait se raffermir progressivement

La croissance devrait se raffermir, entraînée par une demande intérieure en hausse. Une croissance plus solide des revenus réels et le repli progressif du chômage devraient soutenir la consommation. L'inflation devrait rester modérée compte tenu de la sous-utilisation des capacités, pendant un certain temps, sur les marchés du travail et des produits.

Les risques sont globalement équilibrés

L'amplification de la reprise sur le marché immobilier relâcherait la pression que fait peser l'endettement des ménages et renforcerait leur confiance, voire peut-être leur consommation. À l'inverse, la dette des ménages pourrait freiner la consommation plus longtemps que prévu et il va de soi que dans l'hypothèse (historiquement improbable) où un certain nombre de ménages ne parviendraient pas à rembourser leurs crédits immobiliers, les turbulences financières seraient préjudiciables. Les difficultés d'accès des entreprises aux financements et une croissance plus faible que prévu dans la zone euro freineraient l'investissement. En revanche, une plus forte demande extérieure renforcerait l'investissement et les exportations.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Pays-Bas », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-31-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.